Document generated on 08/11/2025 5:51 p.m.

Cahiers de géographie du Québec

Michel Jurdant : un écologue doublé d'un écologiste, un citoyen militant reconnaissance son pire adversaire, l'expert technocrate qui est en lui

Jean-Philippe Waaub

Volume 29, Number 76, 1985

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021702ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021702ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Waaub, J.-P. (1985). Michel Jurdant : un écologue doublé d'un écologiste, un citoyen militant reconnaissance son pire adversaire, l'expert technocrate qui est en lui. *Cahiers de géographie du Québec*, *29*(76), 137–145. https://doi.org/10.7202/021702ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 29, no 76, avril 1985, 137-145

MICHEL JURDANT : UN ÉCOLOGUE DOUBLÉ D'UN ÉCOLOGISTE, UN CITOYEN MILITANT RECONNAISSANT SON PIRE ADVERSAIRE, L'EXPERT TECHNOCRATE QUI EST EN LUI.

par

Jean-Philippe WAAUB

Programme A.T.D.R., Université Laval,
Québec, G1K 7P4

LE CITOYEN

Parler de Michel Jurdant dans une revue scientifique, lue en grande majorité par des experts ou futurs experts de la géographie, semble caricatural car lui-même aurait considéré rendre mieux service à la collectivité en s'exprimant via des médias d'information à large diffusion ou en agissant concrètement dans la société. Néanmoins, en sollicitant cette contribution les *Cahiers* souscrivent à l'idée que la science est indissociable d'un projet de société et inséparable de l'usage social qu'on en fait. Y aurait-il ici un espoir de voir accorder une place à la sensibilité, à la conscience sociale et à l'intuition à côté de la « rationalité objective » des « vrais » scientifiques ?

Michel Jurdant est décédé le mardi 6 novembre dernier. Personne ne peut néanmoins dire qu'il est mort car il y a des hommes qui ne meurent pas. Son empreinte dans la société québécoise et particulièrement dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu, aimé, contesté, rencontré... est suffisamment bien marquée au plus profond d'eux-mêmes pour qu'ils le sentent bien vivant.

Bien sûr, il était un écologue de renommée internationale. Il a mis au point une méthode d'inventaire écologique appliquée aux besoins de l'aménagement et de la planification du territoire, bien connue sous le nom d'inventaire du « Capital-Nature » (Jurdant *et al*, 1977). Il en a démontré le caractère opérationnel et la possibilité d'application quasi universelle. Son application sur une grande partie du territoire québécois : Saguenay-Lac-Saint-Jean, Baie James, Côte-Nord... et même à l'étranger : Grèce, Nicaragua, est là pour en témoigner.

Mais il était plus qu'un simple expert en écologie, il était avant tout un citoyen conscient et militant, un homme de contestation et de défi. Il se battait pour faire prendre conscience que les problèmes de la société forment un tout indissociable et que des changements ne sont possibles qu'à partir d'une remise en question globale au sein d'un projet révolutionnaire. Ainsi, sa vie publique de militant écologiste a débuté à l'automne 1973 avec « le problème de la Jacques-Cartier ». Sa démission

fracassante, quelques années plus tard, de la direction du Service des études écologiques régionales à Environnement Canada a marqué son refus de continuer à jouer un rôle d'expert écologue rassurant la population sur le sort de l'environnement. Il refusait de cautionner en silence des politiques telles que celle amenant un assassinat socio-culturel des autochtones de la Baie James.

Michel Jurdant prenait ainsi position publiquement dans les journaux, à la radio, à la télévision, dans des conférences... sur tous les sujets brûlants de l'actualité. Et encore aujourd'hui plus d'un, face aux scandales quotidiens perpétrés par notre mode de vie confortable, devant la mort par famine de milliers d'Éthiopiens, doit se dire en son for intérieur: Jurdant se serait sûrement insurgé contre ce monde absurde, il aurait sûrement tiré parti de l'occasion pour nous faire prendre conscience de notre responsabilité collective face au pillage du Tiers-Monde.

Sa réflexion écologique et politique s'enrichissait sans cesse au fur et à mesure des remises en question et des discussions. Elle se nourrissait à même les racines de ceux que Jurdant a appelé plus tard les « nouveaux prolétaires », les « exclus de notre société productiviste », « les assistés sociaux et les chômeurs chroniques, une multitude de femmes, de jeunes, de vieillards, de travailleurs à temps partiel rétribués sous le seuil de l'assurance-chômage, d'autochtones, d'handicapés, de minorités ethniques... » (1984, p. 218-219). C'est aussi elle qui l'avait déjà poussé à sortir des rangs en publiant, en 1976, *Les insolences d'un écologiste*. Il a enfin été, à cette époque, un des fondateurs des Ami-e-s de la Terre de Québec, premier mouvement populaire au Québec à défendre une écologie sociale et politique plutôt qu'environnementaliste. Les tribulations du mouvement au fil de ses luttes lui ont toujours beaucoup tenu à cœur. Son inquiétude, sa peur: ne pas réussir à communiquer, à rejoindre « le vrai monde », les citoyens et citoyennes. Le mouvement continue plus fort que jamais, en pleine émergence d'une convergence des alternatifs au Québec, qui pourrait bien déboucher sur un parti politique ECOLO. La réflexion théorique fait son petit bonhomme de chemin: ainsi après diverses approximations successives, les Ami-e-s de la Terre et Michel Jurdant, dans un manifeste prenant la forme d'un petit livre vert, se prononcent pour une société autogestionnaire, antiproductiviste, écologiste, autonome, libertaire et tiers-mondiste (Ami-e-s de la Terre de Québec, 1983).

Michel Jurdant s'est aussi lancé corps et âme dans un défi de taille pour un militant écologiste bardé de diplômes universitaires: enseigner à l'Université. Sa propre fille l'avait regardé, horrifiée, se lancer dans la lutte et lui avait dit « Voyons papa, tu ne tiendras pas le coup, tu seras bien trop malheureux dans cette boîte » (1984, p. 274), mais le défi fait vivre l'homme, sublime en lui l'énergie dont il dispose. Conscient d'entrer dans la tour d'ivoire productrice d'une élite détenant le pouvoir par le savoir et « élevée au-dessus de la masse », Michel a eu énormément de mal à mettre en pratique ses idées révolutionnaires. Et pourtant, il est arrivé à faire admettre que ses cours soient autogérés par l'ensemble des étudiants. Il a convaincu les sceptiques de la validité de l'autogestion des cours en la rendant réelle et efficace.

De plus, pour lui, l'Université étant un lieu de partage et de transmission de connaissances, elle doit précisément s'ouvrir au public et jouer un rôle d'éducation populaire permanente. Les citoyens sont d'ailleurs à plus d'un égard des personnes ressources dont les expériences, le vécu, les pratiques quotidiennes... sont matières à apprentissage et à réflexion. Cet esprit fera son chemin, j'en suis sûr, même si, comme le disait Jurdant, « quelques grosses têtes préfèrent évidemment la compétition et la méritocratie » (1984, p. 225). Bien des efforts restent néanmoins à faire comme peut en témoigner, à titre d'exemple, la suppression de « l'extension de l'enseignement »

moyen par lequel les citoyens pouvaient jusqu'à l'année dernière suivre des cours à l'Université Laval, à prix modique (une vingtaine de dollars pour 45 heures de cours). Ici encore Jurdant n'avait pas hésité à se mettre en marge, à ruer dans les brancards pour pallier à ce manquement grave de l'Université. La lutte n'est pas terminée et nous sentirons encore Jurdant au milieu des débats. Ce n'est pas tout, la conviction de la justesse de son message le faisait participer à toutes les actions concrètes possibles : au cœur des débats sur le programme forestier québécois, luttant pour la paix en proclamant que « le simple fait de désirer politiquement le maintien de notre niveau de vie est un acte de violence au même titre que la course aux armements » (1984, p. 280), s'impliquant dans la rédaction de la revue « Idées et pratiques Alternatives », démissionnant du syndicat des professeurs de l'Université Laval car il était opposé « à un syndicalisme corporatiste de classe dominante » (1984, p. 351), n'hésitant pas à s'absenter de l'Université pour se mettre au service du peuple nicaraguayen en travaillant dans un programme de mise en valeur des terres patronné par le SUCO, et témoignant encore le dimanche avant sa mort de ce qu'il avait vu là-bas, en animant une soirée spéciale organisée à l'occasion du déroulement des élections du Nicaragua.

Ses engagements constituent autant de flambeaux qu'il nous faudra aujourd'hui porter un peu plus loin pour continuer d'éclairer le grand tunnel noir dans lequel nous sommes de plus en plus précipités par la société actuelle. Saurons-nous trouver les forces pour nous arrêter avant la catastrophe et prendre les commandes en tant que citoyens responsables et autonomes ? Saurons-nous faire les choix nécessaires à notre propre survie en tant qu'espèce sur la planète ? C'est encore dans l'espoir de nous faire prendre conscience de la nécessité d'une réflexion globale sur les causes réelles et profondes de la « crise » que nous traversons, et de nous donner l'ébauche d'un outil pour nous en sortir que Michel Jurdant vient d'écrire *Le défi écologiste* (1984) dans lequel il a mis le meilleur de lui-même, la totalité de son expérience d'expert, de scientifique, de professeur, de militant, de citoyen, d'être humain vivant avec ses tripes et son cœur. Heureusement pour nous, il venait juste de réaliser les dernières mises au point nécessaires à la parution de son ouvrage qui est sorti en librairie à la mi-novembre. Malheureusement, il ne sera pas là pour connaître les commentaires qu'il aura suscités et pour continuer à relever le défi. En pleine course, il nous laisse avec ce livre qui tient lieu de témoin de relais. Jusqu'où à notre tour irons-nous le porter ? Serons-nous pressés nous aussi comme lui, « ne serait-ce qu'à cause du massacre des 50 millions de gens qui meurent de faim par notre faute, en tant que citoyens responsables vivants dans un pays qui a sa très large part de responsabilité dans ce drame » (1984, p. 418).

SON LIVRE : LE DÉFI ÉCOLOGISTE

Dès l'avant-propos Michel Jurdant met le lecteur en garde contre l'opportunisme politique dont les partis en place ont déjà commencé à faire preuve face à l'écologie. Il s'en démarque clairement. Il souligne aussi ce qu'il espère que chacune des « catégories » de lecteur trouvera dans le livre et les prévient, en s'en excusant, de son style très personnel. C'est dans les lettres terminant chacun des 28 chapitres de ce livre qu'il dit déposer au vestiaire tout son côté rationnel et libérer ses tripes. Enfin, le but du livre est « bien plus de sensibiliser et de conscientiser que de démontrer » (p. 14). Il part tout de même à la recherche des câuses sociales profondes du malaise de notre société et œuvre pour que l'écologisme apparaisse clairement comme un « mouvement social susceptible d'offrir une alternative politique pour tous les Québécois » (p. 15).

Le premier chapitre ne laisse aucun doute au lecteur sur l'idée qui sert de fil conducteur dans le livre : « Formuler un projet révolutionnaire » (p. 17). Les peuples ont la force de réagir face au

pouvoir ne répondant plus aux besoins des gens. Les Québécois devenus « une bande de consommateurs programmés par les experts de la production » (p. 19) peuvent relever le défi de transformer leur faiblesse en force, en prenant conscience qu'il est grand temps de réagir à la « crise ». Le défi, c'est aussi de se tourner vers un véritable progrès axé sur plus de liberté individuelle, plus de culture, une meilleure santé physique et mentale, moins de violence, plus de joie et de justice. L'option des écologistes : « rompre avec l'efficacité technique et avec la rationalité économique qui sont à l'origine du pouvoir qui empêche les humains de vivre en harmonie avec la nature » (p. 24).

La première partie traite du « monde de la surabondance au bord de l'absurde » (p. 29). De façon à camper la problématique écologiste globale, la société industrielle est tout d'abord démystifiée à partir de ses caractéristiques négatives les plus flagrantes mais en général bien camouflées. Cette société est utopique dans sa recherche du bonheur par la croissance matérielle, de l'équité par la croissance économique, et du progrès par la science. Il s'agit véritablement de refuser « cet avenir piégé » (p. 41). La crise écologique se caractérise par six principaux aspects : la surpopulation, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les nuisances spatiales, les nuisances morales et les injustices écologiques. Toutefois, il faut faire la distinction entre écologie et écologisme. L'écologie est la science unifiant nature et société par « la compréhension globale des phénomènes impliquant les relations multiples entre les êtres vivants, y compris l'être humain, et leur environnement biophysique et social » (p. 64). L'écologisme, quant à lui, se définit plus comme « mouvement, comportement, façon de vivre, philosophie, éthique, théorie politique, projet de société, ou tout cela à la fois, qui propose et expérimente de nouveaux modes de vie, sur les plans individuel, économique, culturel et politique, qui garantissent l'épanouissement et la souveraineté à la fois de tous les écosystèmes et de tous les êtres humains de la Terre » (p. 68-69). L'écologisme insiste beaucoup sur l'aspect « mouvement social » à la différence des mouvements contre-culturels, environnementalistes et éco-progressistes.

Enfin, les grands principes de l'écologie indispensables à l'analyse des croissances contre-productives des sociétés productivistes et à la définition d'un projet de société écologiste sont : la diversité, l'autorégulation, la sagesse et l'équité.

« La croissance de la destruction des ressources de la nature » est abordée dans une seconde partie (p. 87). L'énergie, l'eau, la forêt et l'agriculture sont gaspillées dans les sociétés productivistes. De plus, nous sommes collectivement responsables de la dégradation et du pillage de ces ressources dans le Tiers-Monde.

Ainsi, une crise réelle de l'énergie touche le Québec. Le gaspillage fait partie de notre vie quotidienne. Alors que la forêt québécoise aurait une place importante à prendre aux niveaux énergie et emploi, nous nous lançons dans la voie dure de l'électro-société. Quant à la technologie nucléaire, sa plus grande nuisance est de mettre en place de nouveaux instruments de pouvoir. L'alternative est sociale et tournée vers un maximum d'autonomie et doit commencer par la tenue d'un débat sur l'énergie, réellement public, traversant aussi la réalité sociale, culturelle et écologique.

En ce qui concerne l'eau, le problème de la pollution est énorme et l'influence du mode de développement sur celui-ci est déterminante. Les stratégies proposées par les technocrates (rentabiliser la lutte anti-pollution) et les écologistes (modes de vie alternatifs) s'opposent clairement.

La foresterie industrielle est génératrice de gaspillage et de sous-emploi. Elle doit être remplacée par une foresterie relevant d'un projet collectif et basée sur une stratégie d'éco-développement. Bien sûr, les ingénieurs forestiers sont en conflit d'intérêt avec un tel projet.

L'agriculture industrielle entretient des mythes (surpopulation, aléas climatiques et productivité). L'agro-business l'entraîne dans un gaspillage énergétique et biologique. Elle crée une situation de sous-emploi croissant et enfin, elle installe les pays du Tiers-Monde vers lesquels nous exportons notre mode de vie, dans une situation de dépendance alimentaire qui représente une véritable arme pour les pays nantis. L'agriculture écologique n'est pas seulement biologique mais relève d'un projet global.

Enfin, ces problèmes fondamentaux ne sont encore l'objet que du souci de rentabilité économique et réduits à leur simple dimension environnementale par une technostructure bien à l'abri dans « un ministère de l'environnement » rassurant les citoyens à coups répétés d'études d'impact. L'alternative est la mise en pratique d'une stratégie d'écodéveloppement impliquant concrètement les citoyens dans une planification écologique du territoire et des ressources dont un élément de connaissance des écosystèmes serait un inventaire du « Capital-Nature » (p. 164).

La troisième partie concerne « la croissance de la dégradation de la vie humaine » (p. 173). Les quatre grands principes énoncés dans la première partie sont ici l'outil d'analyse de la science, du travail, du pays, de la santé, de l'école et de la violence.

Pas drôle la science et la technologie qui nous disent « on n'a pas le choix » (p. 176) et qui prétendent être neutres tout en manifestant un autoritarisme interdisant toute dissidence en leur sein. Pas étonnant non plus si on regarde la tour d'ivoire dans laquelle les scientifiques se gratifient et se jugent entre eux. Ne nous laissons pas embobiner par la dictature technologique et libérons l'avenir en remplaçant le modèle technologique lourd par un modèle doux. Dotons-nous d'une politique de recherche scientifique écologiste par rapport à une science sans conscience.

Pourquoi perdre sa vie à la gagner et considérer le travail comme une simple marchandise ? La nature des productions doit être évaluée en se servant de leur valeur d'usage. Les moyens de production doivent éviter la déqualification du travail et être collectivisés. Que les syndicats fassent une place aux « nouveaux prolétaires » (p. 218) et défendent le partage séparé du travail et du revenu !

On assiste à un véritable assassinat des régions. Le milieu rural, considéré comme simple milieu de production de ressources, se vide inexorablement. Arrêtons de nous concentrer dans des villes asphyxiées, rendues « circulables » mais non habitables. Reconnaissons la nécessité vitale de localiser le pouvoir en région, y créant ainsi le lieu d'une société autonome. Réhabilitons les quartiers et les villages comme entités sociales de participation des citoyens. Demain nous assisterons à l'exode urbain si nous prenons le parti d'une société antiproductiviste et, « Tant vaut le village, tant vaut le pays » (p. 231).

La santé nous échappe. Rendus tributaires d'une santé médicalisée et d'une industrie pharmaceutique dont le caractère mercantile est en conflit avec la santé, nous devons nous tourner vers une médecine douce assurant « la qualité pendant la vie » (p. 258).

Quelle est donc cette école qui hiérarchise la société en étant le bastion éducatif de la méritocratie, valorisant « l'intelligence » au détriment de la sensibilité, la conscience sociale et l'intuition, produisant des experts vendant leur savoir et prenant le pouvoir ? Quelle trahison de la part d'une institution qui devrait être une école de la vie, rendant l'individu autonome et non pas moulé à la société complexe.

Enfin, face au problème de l'escalade de la violence rendue inévitable du fait même du productivisme, il faut arrêter de succomber à un pacifisme primaire se nourrissant d'une morale de la peur qui s'effrite vite, et reconnaître la voie d'un pacifisme politique luttant pour une société dans laquelle les armes sont inutiles et qui s'appuie sur la défense populaire non violente contre les oppressions internes et externes.

Dans une quatrième partie, Jurdant traite de la « croissance des inégalités entre les humains » (p. 285). « La société productiviste maintient les privilèges de ceux qui lui sont utiles, au détriment de tous les autres évidemment » (p. 285). Qui sont-ils justement ces autres, ces « spectateurs sans aucun pouvoir » ?

1. La femme-objet récupérée dans ses luttes par le productivisme dans la mesure où celles-ci passent par l'acquisition des valeurs phallocratiques alors qu'un féminisme politique, visant la destruction du pouvoir par les femmes en faisant la promotion des valeurs « féminines », revendique les différences. L'éco-fénimisme propose de s'épauler mutuellement pour libérer chez l'homme tout ce qu'il peut avoir de féminin au fond de lui et qui a été brimé.

2. L'enfant-oublié au sein de familles nucléaires, véritables cellules isolées de la communauté, où souvent l'absence du père est soulignée par la présence continue de la mère. Redonner à la famille son rôle de communauté de vie en tournant le dos au productivisme qui en a fait un « modèle rentable» (p. 300) est un autre défi.

3. Le jeune, qu'on dit cynique dès qu'il fait mine de refuser de se laisser programmer, à qui on inculque l'obsession du diplôme, passeport indispensable pour la « bonne situation» garantissant la jouissance des bienfaits de la société, en même temps qu'on lui apprend à accepter sa situation si il rate sa « chance». Ce jeune finit par ne s'intéresser à rien d'autre qu'au strict lendemain puisqu'il n'a pas d'avenir.

4. Le vieillard « inutile» qu'on met au rancart dans un hospice, a aussi son rôle à jouer dans une société « écologisée».

5. Le Tiers-Monde est prolétarisé par l'exportation de notre mode de vie ou assiégé s'il choisit la liberté de donner la priorité à une autonomie austère.

6. Enfin, les autochtones, dépossédés de leur territoire, de leur culture et des moyens d'en jouir, revendiquent un système « d'échange égal» (p. 321).

La cinquième partie traite de « la croissance du pouvoir technocratique» (p. 325). « L'abandon du citoyen, ... découle d'une prise en charge de plus en plus grande de tous les aspects de sa vie par les institutions et les experts» (p. 325). Ainsi, ces derniers sont les adversaires principaux d'un projet de société alternative. D'ailleurs, la politique est devenue un véritable spectacle organisé dont tout le monde connaît la fin, n'intéressant plus personne, au grand bénéfice des technocrates qui consolident ainsi leur pouvoir. Le capitalisme ou le socialisme sont incompatibles avec l'écologisme car ils sont tout autant productivistes. Mais pour que puissent s'exprimer les alternatifs, il faut qu'on assiste à une réforme du mode de scrutin en faveur d'une « représentation proportionnelle régionale modérée» (p. 335). Les technocrates détiennent le véritable pouvoir. Ils programment nos besoins, nous prennent en charge dans l'illusion de la liberté. On assiste bel et bien à l'émergence d'une « nouvelle classe dominante» se défendant par un syndicalisme corporatiste honteux face à la notion de syndicat elle-même (p. 344). Sa position de force: « la croyance (de bonne foi) que les décisions basées sur la science et la technique n'ont pas le caractère subjectif, aléatoire et autoritaire des décisions politiques» (p. 346). L'écologisme, en prônant la simplicité des besoins (priorité de l'être sur l'avoir), défend le politique réellement démocratique et lui subordonne le technique et le scientifique.

La révolution écologiste est abordée dans une sixième partie (p. 353). « L'écosociété» choisit la diminution de la dépendance à l'égard des produits industriels et un virage féminin plutôt que technologique, mais attention au piège de la société de conservation débouchant sur un « écofascisme de la survie» (p. 368). Les adversaires sont les technocrates! Bien sûr, la convergence alternative prend forme petit à petit, certains « vivent autrement», mais elle est encore assez « nébuleuse». Ses principales faiblesses: un but commun encore imprécis, une réflexion théorique débouchant sur un projet de société méprisée au profit de l'action ponctuelle. Quatre points de cohérence: le rejet de la société de consommation et du productivisme, le refus d'un « amen» à la science et la technologie, la lutte contre le pouvoir technocratique, la recherche et l'expérimentation de nouveaux modes de vie. Le mouvement écologiste québécois souhaite et participe activement à cette convergence. Il n'est pas le seul: « les Évêques virent au vert» (p. 378).

Le programme politique écolo a six axes principaux: l'autogestion, l'antiproductivisme, le modèle technologique doux, la souveraineté des communautés de base, l'autonomie de la société civile, la solidarité à l'égard du Tiers-Monde. Des dizaines de propositions concrètes dans tous les domaines clés viennent ensuite concrétiser ces axes. Néanmoins, les risques d'un parti politique écolo sont grands, et un mouvement écolo pourrait pour le moment servir d'agence de regroupement des mouvements sociaux, amorcer des stratégies politiques et, à l'occasion, présenter des candidat-e-s aux élections.

Que faire? C'est ici, pour terminer, que Jurdant nous passe le relais: « la faiblesse devient force quand naît la conscience» (p. 412), « penser globalement, agir localement» (p. 413).

QUELQUES COMMENTAIRES

La parution du livre à la mi-novembre, juste après la disparition subite de son auteur, ne m'a pas vraiment laissé le temps (en ce début décembre), de « digérer » ce qui constitue une véritable réflexion globale sur notre société. Avant d'en faire une critique plus poussée, je pense qu'il faut qu'un peu de temps passe. Plusieurs, après avoir lu le livre ressentiront sûrement, comme moi, le besoin d'y revenir.

Ainsi, il s'agit bien d'une œuvre originale à plus d'un égard. Tout d'abord, en ce qui concerne cette réflexion approfondie sur la société, il est véritablement émouvant et fascinant de lire les lettres de fin de chapitre dans lesquelles l'auteur parle avec ses tripes et avec son cœur et laisse sa rationalité au vestiaire. Quel courage, tant de le dire que de le faire, et quelle leçon !

L'autre élément original est l'analyse de la société avec la grille de l'écologie et de ses principes fondamentaux. L'alternative et le défi font partie intégrante de cet écrit à bien d'autres points de vue. Je mentionnerai entre autres l'utilisation de l'énergie et de la valeur d'usage comme moyen d'exprimer les faits et d'en comparer différentes facettes, et l'utilisation d'une typologie du travail, révolutionnaire ne fut-ce que par la prise de conscience qu'elle oblige de la part du lecteur à l'égard de cette valeur dont on nous présente ordinairement toujours la même face.

L'avant-propos et le premier chapitre définissent clairement la portée et les limites de l'écrit, en précisant son but, l'option qui y est défendue, la démarche qui est mise de l'avant, et même les travers que l'auteur avoue lui-même. Il s'agit cependant d'un apport considérable à la réflexion soutenant l'écologisme. Bien sûr, certains lecteurs, probablement les plus militants, resteront un peu sur leur faim s'ils veulent trouver dans chaque chapitre une démonstration classique, du « pour » et du « contre » débouchant sur « la » solution. En fait, le livre représente un effort considérable pour être accessible au plus grand nombre. C'est probablement pour cela que Jurdant a délibérément choisi de « sensibiliser et conscientiser plutôt que de démontrer » (p. 14), de fournir « un outil » (p. 338), « de stimuler l'imagination » (*idem*). Il serait d'ailleurs contraire à l'esprit même du livre que l'auteur s'impose « en expert ». Jurdant a d'ailleurs bien évité ce piège. Un exemple instructif à l'égard des difficultés de langage inhérentes à un mode d'expression permettant mal à la « sensibilité, l'intuition et la conscience sociale », d'avoir leur place (p. 269), consiste à dire que la société productiviste remplace le paysan par l'agronome. Cette expression n'est pas le souhait d'un retour en arrière « au bon vieux temps des paysans » mais plutôt la dénonciation de la prise en main de l'agriculture par des agronomes. Dans l'écosociété, il n'y aurait ni paysan, ni agronome, mais des « paysans-agronomes ». Jurdant est aussi très cohérent avec lui-même en ce qui concerne l'argumentation « économiste » qu'il refuse : « rompre... avec la rationalité économique... telle est l'option des écologistes » (p. 24). Cela ne lui a toutefois pas fait oublier l'importance des questions du revenu et du travail, bien au contraire ! Ces questions ont d'ailleurs gagné à être traitées autrement que par le biais de leur valeur marchande.

Michel Jurdant a aussi pris grand soin de rendre crédible le projet écologiste en n'hésitant pas à donner un tas de recommandations, de mesures concrètes, et de politiques à suivre pour aboutir à une écosociété, ou qui seraient applicables dans une telle société. Remarquons toutefois qu'on ne voit pas toujours très bien la limite entre ce qui caractérise la lutte contre la société productiviste et ce qui relève du fonctionnement de l'écosociété même. De plus, on sent très bien que l'auteur possède à fond les dossiers dont il parle, du fait de leur mise à jour continuelle durant toute une

vie d'intérêt soutenu sur ces questions. On peut aussi percevoir que Jurdant s'est mis à l'écoute du monde non seulement par les livres, mais aussi par son vécu, avant de se mettre à écrire, et c'est sûrement à cause de cela que le livre est « vivant » et « vrai ».

Michel Jurdant avec son « style bulldozer », comme il le dit lui-même (p. 13), ne ménage rien ; sa conviction de la justesse de son propos ne l'y incite pas, le rend parfois agressif, incisif, désagréable diront certains. Toutefois, il possède un solide sens de l'humour et il a su le plus naturellement du monde le dispenser dans son livre et ainsi soulager un peu la tension et l'angoisse montante au fil des chapitres. Ses petites notes infrapaginales en constituent de nombreux exemples.

Je tiens néanmoins à signaler quelques travers, relativement mineurs à mes yeux. Tout d'abord, les exemples du type « paysan grec vivant comme autrefois » donnent un ton de nostalgie qui peut agacer le lecteur par endroit, même si l'auteur a choisi délibérément de parler de son vécu. Il précise bien que ces illustrations l'ont beaucoup touché, lui qui possède des racines fortes l'attachant à la terre et à ses productions que sont la forêt et l'agriculture. Ces illustrations ne sont en fait qu'une facette des alternatives possibles (p. 110). Certains exemples ne servent pas nécessairement au mieux la raison pour laquelle ils sont avancés ; ainsi en va-t-il dans le chapitre sur l'énergie où le lecteur doit déjà avoir fait une démarche personnelle assez poussée pour comprendre le rapport qui existe entre le gaspillage honteux d'énergie fossile d'une voiture « Trans-am » et le manque d'énergie alimentaire dans le Tiers-Monde. La réaction spontanée, bien qu'assez primaire il faut l'avouer, sera : « la Trans-am au garage, l'Éthiopien n'aura toujours pas à manger ». C'est vrai, si on en reste là ! Productivisme et tiers-mondisme ne sont pas compatibles : pour le comprendre, il faut être prêt à poser les choix fondamentaux de l'écosociété et, à la page 95, il semble encore trop tôt pour supposer que le lecteur soit prêt.

Défaut ou qualité, Jurdant ne ménage pas certains de ses adversaires et en particulier Robert Bourassa. Celui-ci est nommément pris à parti à travers tout le livre. Ce parti pris est un choix qui fera sourire ou qui choquera plus d'un lecteur. Toujours est-il que ça donne du piquant ! Défaut toujours, ou compromis pour mieux convaincre, l'auteur cite ceux-là même qu'il dénonce, des experts, tels Pierre Dansereau, le rapport Global 2000, l'Organisation internationale du travail, la Banque mondiale, pour étayer son propos. De plus, il se sent obligé de donner une quantité de données chiffrées qui n'apparaissent pas indispensables à ceux qui auraient une « connaissance » intuitive des choses. Ces données rejoindront néanmoins peut-être mieux les lecteurs habitués au style d'argument « les statistiques sont contre vous ». Un aspect me laisse sur ma faim : trop peu de place est laissé à l'explication des éléments potentiellement négatifs de l'écosociété, à ses faiblesses ! J'en ai découvertes quelques-unes, notamment dans l'expression de ce que serait le programme écolo : le danger de mettre sur pied un appareil de contrôle trop lourd, ou des mesures d'interdiction qui ne seraient que des vœux pieux, la persistance de certains « vices de fabrication » à connotation productiviste tels que la création d'une commission composée de praticiens en médecine douce chargée d'établir la liste des techniques « admissibles » (p. 395) ou encore le recours à « des analyses strictes dans des laboratoires officiels » (*idem*). En fait mon imagination fonctionne déjà, bravo Jurdant, ton but est atteint ! En terminant, je tiens à témoigner ici du côté particulièrement émouvant du chapitre « Une santé qui nous échappe », quand on sait à quel point elle lui a échappé à lui, pourtant conscient, comme en témoignent ses paroles à son beau-père (p. 261) : « éviter que se répète cet intermède idiot de 1975 où j'ai failli y rester, terrassé par cet infarctus qui n'était autre chose que la conséquence d'un mode

de vie particulièrement stressant». Il croyait s'en être débarrassé, mais bien vite, son enthousiasme, sa volonté d'aller à contre-courant, son tempérament de lutteur, lui ont fait reprendre la mer.

Ce maudit stress nous emportera peut-être nous aussi puisque les maladies cardio-vasculaires sont la plus importante cause de mortalité au Québec, avec le cancer et les accidents d'automobiles. À moins que... ?

En fait, ce que nous a laissé Michel Jurdant est plus qu'un livre, c'est un véritable ami, il respire, parle, crie, doute, pleure, espère, se révolte, il a des qualités et des défauts, mais surtout, en plus d'apporter quelque chose à celui qui le lit, on le sent profondément à l'écoute des autres. Ainsi, comme un ami, il réchauffe le cœur de tous ceux et celles qui savent encore sentir.

SOURCES CITÉES

JURDANT, Michel (1976) *Les Insolences d'un écologiste*. Montréal, Boréal Express, édition revue et augmentée en 1981, 122 p.

_____ (1984) *Le défi écologiste*. Montréal, Boréal Express, 428 p.

JURDANT, M., BÉLAIR, J.L., GÉRARDIN, V. et DUCRUC, J.P. (1977) *L'inventaire du Capital-Nature*. Ottawa, Environnement Canada, série Classification écologique nº 2, 202 p.

LES AMI-E-S DE LA TERRE DE QUÉBEC (1983) *Manifeste écologiste pour une société autogestionnaire, antiproductiviste, écologiste, autonome, libertaire, tiers-mondiste*. Québec, Éditions Mains Nues, 63 p.

(acceptation définitive en décembre 1984)